

Entreprises

Oser l'économie sociale

Président de l'Institut de développement de l'économie sociale, qui vient de fêter ses 25 ans, Hugues Sibille explique en quoi ce secteur présente des solutions face à la crise.



La société Ethiquable distribue la production de coopératives de 25 pays du Tiers-monde.

L'économie sociale est d'une brûlante modernité face à la crise que nous traversons. Non pas selon moi une réponse unique, mais une contribution significative à une économie mieux régulée, et encore insuffisamment prise en compte par les pouvoirs publics. L'économie sociale regroupe des sociétés de personnes par distinction avec les sociétés de capitaux. La primauté ne va pas d'abord au rendement du capital mais à l'économie réelle et à la solidarité entre personnes.

Associations, coopératives, mutuelles sont, en droit, des entreprises durables, inscrites dans le long terme puisque les excédents sont mis en réserve et que les réserves sont impartageables. Ce sont des entreprises intergénérationnelles. Leur gouvernance repose sur le principe démocratique : un homme, une voix. Je suis convaincu que cette forme démocratique du pouvoir, si elle est une pratique vivante et contrôlée peut contribuer à une économie plus citoyenne, régulée par les consommateurs, les salariés, les épargnants eux-mêmes. Évidemment j'entends l'objection : telle banque coopérative s'est aventurée en bourse ou telle autre coopérative a déposé son bilan. Selon moi c'est lorsque les principes coopératifs sont abandonnés qu'il y a dérive ou échec. Il faut donc les

actualiser, les faire vivre, les approfondir. Mais tel arbre ne doit pas nous masquer la forêt.

FORCE ÉCONOMIQUE, NAIN POLITIQUE

En France, l'économie sociale touche la plupart des domaines de l'activité économique. Elle représente plus de deux millions de salariés travaillant dans 800 000 entreprises qui, à elles seules, créent plus de 10% du Produit Intérieur Brut. Ces entreprises gèrent 90% des services à la personne, 60% des complémentaires santé, 60% des dépôts bancaires, 53% des assurances automobiles,



« Cette forme démocratique du pouvoir peut contribuer à une économie plus citoyenne. »

30% de l'agroalimentaire, 25% de la distribution. L'économie sociale est bien une force économique de premier plan. Elle joue en particulier un rôle important dans les économies locales et régionales. Elle crée et maintient de l'emploi local, dans les services à la personne, les énergies nouvelles, la reprise d'entreprises par les salariés. Elle est peu délocalisable et opéable. Si elle représente un poids économique, elle reste, comme on l'a dit de l'Europe, un nain politique. Pourtant les dernières élections prud'homales de décembre, en France, mon-

trent, avec une progression de 9% du collège employeurs de l'économie sociale, une véritable aspiration à plus de représentativité du secteur.

UN INSTITUT POUR L'AVENIR

J'ai l'honneur d'avoir été récemment nommé à la présidence du groupe Esfin-Ides. L'Ides, l'Institut de Développement de l'Économie Sociale qui a célébré son 25^e anniversaire le 8 décembre est une société de capital-risque dédiée aux entreprises coopératives et associatives de l'économie sociale. Sa mission est de leur apporter des fonds propres à long terme sous forme de titres participatifs en respectant leur mode de gestion et les principes qui les animent... Créé en 1983 par les mouvements coopératifs et mutualistes, l'État, la Caisse des Dépôts, le Crédit Coopératif et le Crédit Mutuel. Son expérience et son expertise lui confèrent un rôle majeur auprès des pouvoirs publics. Depuis 25 ans, le groupe ESFIN-IDES finance la création, le développement, la reprise, la restructuration d'entreprises et soutient les initiatives dans les nouveaux domaines d'insertion, des services de proximité, du commerce équitable, etc.

Aujourd'hui il est capital de renforcer les secteurs porteurs de l'économie sociale en soutenant les entreprises à forme coopérative et participative ainsi que les entreprises innovantes dans les services, les énergies renouvelables, les NTIC... Il est tout aussi indispensable d'appuyer les entreprises affinitaires qui constituent une « Économie sociale et solidaire sans rivage », en favorisant l'émergence d'un nouvel entrepreneuriat social, le développement de PME socialement responsables, telles que celles rassemblées dans le Réseau Entreprendre, le CJD... Enfin, il est essentiel de poursuivre l'édification d'une économie sociale et solidaire à l'échelle européenne... D'autant que la demande d'une économie sociale et solidaire n'a jamais été aussi forte. Tous les indicateurs l'attestent.

À l'heure de la crise et des interrogations sur certaines formes de capitalisme, l'économie sociale, après sa victoire au prud'hommale, doit être mieux entendue par l'ensemble des décideurs politiques et économiques dans une vision d'économie plurielle. L'Institut de développement de l'économie sociale, à sa place et dans son métier, s'efforcera de contribuer au développement et à la reconnaissance de ce secteur. En apportant des outils financiers performants. ■